

<https://ricochets.cc/Chronique-de-la-resistance-a-la-tyrannie-politique-et-au-totalitarisme-economique-6858.html>



Chronique de la résistance à la tyrannie politique et au totalitarisme économique

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mardi 20 juin 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Rien n'est réglé, bien au contraire, et la (semi) « pause » estivale arrive.

Le temps de tout oublier ? Non, plutôt le temps de reprendre des forces, de s'organiser, d'apprendre, de se rencontrer, de s'entraîner.

Pour continuer et recommencer, encore et encore, en tirant des leçons et enseignements du passé, en s'adaptant à la situation.

Retraites, précarité, climat, écologie, vie politique... Tout continue comme avant au niveau des structures économiques et politiques en place, et même le plus souvent ça empire : tyrannie, totalitarisme, extrême-droitisation, ravages, flicage, répression...

Donc nécessité de plus de stratégies et tactiques pertinentes, d'organisation et de détermination, et de plus en plus de personnes engagées, il y a tant à faire et à défaire.



Chronique de la résistance à la tyrannie politique et au totalitarisme économique

© 6 JUIN : 900 000 DANS LA RUE EN FRANCE, ACTIONS DANS TOUT LE PAYS

- On fait le point sur la journée du 6 juin

Dans n'importe quel pays voisin, lorsqu'il y a quasiment 1 million de manifestant-es dans les rues, on parle de crise de régime, de tsunami, de chaos social, de mouvement majeur. En France mardi 6 juin, il y avait 900.000 manifestant-es selon les syndicats. Et tous les médias titraient sur une mobilisation « en forte baisse » voire « modeste ». Le gouvernement ne faisait aucun commentaire, comme s'il ne s'était rien passé. **Des centaines de milliers de personnes mobilisées un jour de grève, malgré la répression, malgré la propagande, malgré les 49-3, et après 5 mois de lutte et une stratégie inaudible des directions syndicales, c'est pourtant du jamais vu. Un tour des actions de la journée :**

4 Paris : « pas de retrait, pas de JO ». À midi, des syndicalistes de la RATP ont envahi le siège du comité d'organisation des Jeux Olympiques de Paris 2024, situé à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Fumigènes, pétards et slogans pour cette action qui préfigure un zbeul monumental lors des JO. L'après-midi, la grosse manifestation

parisienne s'est heurtée à un énorme dispositif policier très agressif, mais de nombreuses barricades, tags et affrontements ont eu lieu.

4 Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine : plus de 200 syndicalistes de l'énergie ont coupé l'électricité de grandes entreprises situées dans la commune. Pourquoi à cet endroit ? Car de nombreux médias comme Canal +, Eurosport, et RFI, ainsi que d'autres entreprises comme Orange, Eutelsat, Microsoft, Cisco, ou encore Raboni, s'y trouvent, et ont été privées de courant !

4 Rennes : le drone de la police a été attaqué par des goélands pendant la manif, provoquant l'hilarité générale. La gare a été envahie par plusieurs centaines de personnes et de nombreux affrontements ont eu lieu lors du défilé.

4 Lyon : un sabotage a perturbé le réseau de transports en commun. Un incendie volontaire dans la nuit a coupé des lignes de tramway, alors que la direction des transports lyonnais se vantait du faible impact des grèves sur le réseau. L'après-midi a été mouvementée dans la ville, avec 25.000 manifestant-es, beaucoup de cibles capitalistes attaquées et de sérieux affrontements.

4 Angers : cortège de tête déterminé, destruction d'enseignes capitalistes, nombreux tags et affrontements, dans cette ville jadis réputée pour son calme, mais où la colère sociale monte à chaque manifestation.

4 Strasbourg : des milliers de personnes dans les rues et une nuée de parapluies pour se protéger des drones.

4 Lille : barrage filtrant le matin, suivi d'une manifestation puis d'un concert de soutien aux grévistes. Des policiers avec des tatouages néo-nazis photographiés aux abords du cortège.

4 Toulouse : cortège de tête déterminé, feux d'artifice et affrontements. Au moins une personne gravement blessée évacuée inconsciente.

4 Nantes : manifestation de grande ampleur, cortège de tête déterminé avec beaucoup de jeunes. Forte solidarité entre les premières lignes, les syndicalistes et des paysans en tracteur. Nombreuses actions anticapitaliste et résistances multiples face aux offensives policières.

4 D'autres actions ont eu lieu dans de nombreuses villes.

Les dirigeants syndicaux reconnaissent à demi mot, à l'issue de cette journée, leur humiliation par le gouvernement, malgré leurs appels constants à rester « calmes », « bon enfant », lors de journées bien espacées et encadrées. Après avoir joué le jeu et respecté les règles, ils n'ont obtenu que le mépris du pouvoir. Au début du mouvement, les médias ne tarissaient d'ailleurs pas d'éloge sur la « responsabilité » des centrales syndicales... Ce 6 juin, après avoir bien organisé la défaite, le patron de la CFDT annonçait tout content qu'il n'y aurait pas d'autre journée de grève. Fin de chantier ?

Malgré tout, ce mouvement n'est pas terminé, et il a déjà permis de populariser les pratiques d'autodéfense, les actions de blocage, la désobéissance. En dehors de quelques habitués des « négociations entre partenaires sociaux », tout le monde a bien compris que ce gouvernement ne comprend que la force. De nombreux secteurs syndicaux se battent encore comme des lions, la jeunesse reste dans la rue. Il n'appartient qu'à nous de construire des mobilisations puissantes et gagnantes, en se passant des habituels organisateurs de défaites. Notamment avec des Assemblées populaires fortes, capables d'impulser leur propres agendas de lutte.

(post de Contre Attaque)

Communiqué du S. - 17 juin 2023

► [Communiqué du S.](#)

« Notre force n'a pas grand-chose à voir avec une histoire de champ de bataille. Notre force, c'est notre nombre, notre place dans la société et le monde meilleur auquel nous aspirons. »

(...)

Néanmoins, notre force n'a pas grand-chose à voir avec une histoire de champ de bataille. Notre force, c'est notre nombre, notre place dans la société et le monde meilleur auquel nous aspirons. Contre les quelques organisations

de dirigeants et de bureaucrates qui souhaiteraient nous ramener à la maison une fois leur place au soleil acquise sur notre dos, il nous faut mille façons de nous organiser à la base par et pour des solidarités concrètes, à destination des camarades du mouvement mais aussi, et peut-être surtout, à toutes celles et ceux qui rejoindront les élans révolutionnaires futurs.

(...)

Communiqué intersyndical n°2

► [Communiqué intersyndical n°2 - Combat contre la réforme des retraites \(et son monde\) : point d'étape \(Tous à la Bastille le 14 Juillet\)](#)

Le mouvement contre la réforme des retraites, malgré son entêtement, sa masse et souvent son audace, a été défait. Les raisons d'une défaite sont toujours nombreuses, imbriquées et parfois même contradictoires. Beaucoup a été reproché à l'intersyndicale qui aurait manqué de courage ou favorisé des enjeux de pouvoir internes et externes, s'autonomisant d'une base plus déterminée et combative. Les représentants quant à eux, ont pu arguer que la fameuse grève générale n'étant pas venue, il fallait ménager les troupes, les places et les jeux de coudes. Nous publions ici ce second communiqué de l'intersyndicale donc rigoureusement rien n'indique l'authenticité. Il propose néanmoins un point d'étape et un plan peut-être pas sur la comète : après 100 jours d'apaisement ou de Zbeul, prendre la Bastille le 14 juillet.

Notre sentiment d'impuissance, notre pacifisme destructeur.

Je regarde mon fil d'actualité, je me perds entre les différentes news de la semaine : Darmanin qui s'est fait payer un SUV à 50000 euros avec l'argent du contribuable. Le Maire de Saint Brévin qui démissionne suite aux attentats et tentatives d'assassinat fomentées par l'extrême droite. Des néonazis qui défilent dans les rues de Paris et le préfet qui ne voit pas où est le problème (rappel : la xénophobie est un délit pas une opinion...). Des macronistes qui n'hésitent pas à traiter les opposants politiques de gauche de "terroristes" mais refusent de nommer "attentats" les actes de terrorisme de l'extrême droite. La justice qui lève l'interdiction du colloque de l'Action Française et ces xénophobes qui ont droit à une protection policière hors norme. Les insultes envers Adèle Haenel juste parce qu'elle a osé dire NON au viol, au racisme, à la précarité, à l'accaparement des richesses. Macron qui appelle à une « pause » dans la réglementation environnementale européenne alors que le réchauffement climatique s'emballe et les nappes phréatiques sont quasiment à sec.

Je suis dépassée (mais pas comme Beigbeder-le-mâle-blanc-bourgeois persécuté par un wokisme castrateur imaginaire). Dépassée par la quantité d'injustices et de mises en danger que nous sommes capables d'accepter sans broncher. Alors oui, il y a les casserolades, les manifestations, les grèves, mais ces actions, tout au mieux, contrarient voire emmerdent le pouvoir... mais ne les empêchent aucunement de nuire. Et c'est là, à ce moment précis, que notre impuissance et notre pacifisme s'avèrent destructeurs car nous sommes conditionnés dès le plus jeune âge à la non-violence.

Mais pire que tout nous sommes conditionnés toute notre vie à accepter la domination d'une élite et la violence d'État. Nous sommes biberonnés avec l'utopie capitaliste et moqués lorsque nous tentons d'imaginer des modèles de société plus respectueux de l'humain et de l'environnement. Car oui, le capitalisme est une utopie : un modèle basé sur l'exploitation illimitée des ressources alors que ces dernières sont limitées, épuisables. Dans cette spirale destructrice, l'élite ne conçoit pas sa propre mort, car après tout les 8 millions de décès par an dû à la pollution sont majoritairement des personnes pauvres. Et lorsqu'il y a urgence à agir, les mesures politiques de restrictions d'eau, de déplacements, d'énergie ne concernent que "ceux d'en bas". Les élites peuvent en toute quiétude continuer de voler en jet privé, creuser leur piscines, naviguer sur leur yacht et les multinationales ont carte blanche pour exploiter (pillier) les ressources, remplir des mégabassines, délocaliser leur production à l'autre bout du monde pour profiter

d'une main d'oeuvre bon marché et d'un permis de polluer.

Nos élites s'accaparent les richesses, détournent l'argent public, nous volent, mettent en danger nos vies en laissant des fascistes fomenter des attentats, ordonnent à la police d'éborgner et d'arrêter des opposants politiques (de gauche), polluent toujours plus pour des questions de croissance et de pouvoir. Ces élites ne nous laissent que deux choix : la servitude ou la mort. Donc oui, notre légitime défense est nécessaire et face à la violence que l'alliance capitalo-fasciste nous oppose et qui ne cesse de s'intensifier, le pacifisme n'est plus envisageable.

(un post FB)

DIVERS

- ▶ [Retraites : les idées des manifestants pour poursuivre la mobilisation](#) - Les manifestations contre la réforme des retraites étaient moins fournies, mardi 6 juin. Mais les manifestants vont continuer à se mobiliser. Actions coups de poing, conférences, casseroles... Reporterre leur a demandé comment.
- ▶ En Drôme à Valence le 06 juin, les principaux syndicats n'ont eu semble t-il rien d'autre à proposer qu'un concours de "qui a la plus grosse" ...sono.

L'APAISEMENT SUIV SON COURS

IL Y AURA BIENTÔT PLUS DE FLICS QUE D'HABITANTS POUR PROTÉGER LE ROI DE SON PEUPLE

Il y avait ce 13 juin des centaines et des centaines de flics dans la commune de Champagne en Ardèche, commune de seulement 628 habitants ? pour protéger le roi Macron de quelques manants armés de casseroles

https://www.facebook.com/watch/?ref=search&v=225887420236190&external_log_id=db5dbc79-f0e9-4328-afe8-1256dfccffbb&q=accueil%20macron%20ardeche%20champagne%2013%20juin

(post de Jacques Chastaing)

RETRAITES : ON NE TOURNE PAS LA PAGE

Infiltration de militant.es contre la réforme des retraites et le gouvernement Macron au musée de l'immigration hier 13 juin pour accueillir plusieurs ministres notamment Darmanin et Pap Ndiaye

<https://www.facebook.com/Le.Peuple.dAboard84/videos/1220963538614824>

UN TÉMOIGNAGE SUR LA DIMENSION HALLUCINANTE DU FLICAGE PENDANT LES DÉPLACEMENTS DE MACRON

À Ardoix ce mercredi 13 juin pour la visite de Macron, quand les habitants rentraient chez eux, la route était barrée, un policier les accompagnait en marchant à côté de leur voiture jusque chez eux et attendaient qu'ils ferment leur portail... Du jamais vu... Et pour les travailleurs de ChamaTex, qui arrivaient pour prendre leur poste, ils fouillaient leur coffre et jetaient un oeil dans leur voiture.

<https://www.facebook.com/100063487779656/videos/3434938703500872>

ON NE TOURNE PAS LA PAGE

15 juin. Casserolade à Nancy pour la ministre Carole Grandjean liquidatrice de l'enseignement professionnel
<https://www.facebook.com/LePaveLorrain/videos/3710618069214740>

NOUS VOULONS TOUT ET NOUS PRENDRONS LE RESTE - QUELLES LEÇONS TIRER DU MOUVEMENT POUR LES RETRAITES ?

D'abord, tous les signaux au lendemain de la lutte contre la réforme des retraites montrent que ce conflit n'est que le signe avant-coureur d'un mouvement à venir d'une bien plus grande ampleur encore.

Bien sûr, après cinq mois, le mouvement s'accorde actuellement une pause. Mais il est clair que la colère est toujours là, qu'elle gonfle même encore et surtout qu'elle va s'enrichir des leçons de cette lutte.

Les signaux de cette colère sont d'abord et avant tout le sentiment largement partagé que Macron sort de cette crise plus affaibli que nous et que le mouvement n'est que partie remise, qu'il reprendra rapidement sous une forme ou sous une autre.

Macron est détesté comme ne l'a jamais été un président, il n'a pas de majorité dans l'opinion la réforme est toujours autant rejetée, il n'a pas de majorité sociale, pas de majorité politique, pas de majorité parlementaire. Il ne pourra pas gouverner 4 ans avec des 49.3 à répétition sans provoquer de nouvelles explosions plus importantes encore.

Dans ce contexte, les plus de 80 000 nouvelles adhésions revendiquées par la CGT et la CFDT - ce qui n'est qu'un bilan provisoire - et la même progression dans les mêmes proportions dans les autres syndicats, témoigne d'une volonté de combat maintenue et renouvelée. Le lâchage du mouvement par l'intersyndicale après le 1er mai et le 6 juin n'a ainsi pas arrêté le mouvement. Par delà les casserolades, qui certes moins nombreuses, se poursuivent quand même, et d'autres manifestations sur différents sujets, fret des cheminots, Aesh, retraités, antifa... le mouvement de colère continue surtout à s'exprimer aujourd'hui dans une multitude de grèves dispersées sur les salaires, sur des revendications plus radicales qu'hier, dépassant souvent les 200 euros d'augmentation et souvent victorieuses. Après celle des Verbaudet, on peut recenser sur ces dix derniers jours, des victoires dans des grèves courtes avec des gains de 6 à 19% (additionnées à d'autres succès revendicatifs), par exemple chez AMP Visual (19%), RRTL et Trans Landes (8%) Mademoiselle Desserts (103 euros), Idea Optical (8%), Brodard et Taupin (6%), Pescanova (6% et paiement des jours de grève) et des succès encore pour l'emploi chez Neuhauer par exemple mais aussi de nombreuses grèves sur les salaires encore en cours, Disneyland Paris, Grand Frais, Tisséo Toulouse, Glisséo, Refresco, Lsdh, NTN TE, instituteurs de Wallis et Futuna, etc... Le climat social de prise de confiance dans la lutte et dans notre force collective engendré dans le mouvement des retraites se fait entendre là.

Plus significatif encore peut-être après le lâchage intersyndical, c'est le déplacement de l'activité des nouveaux adhérents syndicaux ou de ceux qui ont retrouvé un regain de combativité, vers les « Soulèvements de la terre » et ses combats radicaux. Les « Soulèvements de la terre » comptent plus de 170 comités locaux supplémentaires depuis Sainte Soline composés en grande partie des mêmes qui ont rejoint les syndicats et qui veulent agir maintenant. En ce sens, les manifestations récentes réussies contre les carrières des bétonneurs voleurs de sable à Nantes ou contre le projet de ligne LGV Lyon-Turin destructeur de la nature dans la Maurienne, n'auraient pas eu ce succès si elles ne se situaient pas dans le prolongement de la lutte pour les retraites. C'est pour ça aussi que Macron voudrait dissoudre les « Soulèvements de la terre » de la même manière qu'il tente, avec le grand patronat, de multiplier les licenciements ou sanctions contre les militants syndicaux.

Un autre signal encore est la tribune de Sophie Binet ces derniers jours au Monde. Elle n'y adopte pas les explications et le ton habituels des dirigeants syndicaux après un recul qu'on peut résumer systématiquement depuis des décennies par un : c'est la faute aux gens qui ne se sont pas assez battus et il faudra bien voter aux prochaines élections. Bref, ce n'est pas la faute à notre tactique syndicale saute-moutons et la seule issue réside non pas dans la grève générale mais dans les élections.

Sophie Binet explique - ou plus exactement laisse entendre - que la grève générale tentée par la CGT n'a pas marché mais que là est la solution et qu'il faudra faire mieux la prochaine fois.

C'est un changement considérable.

Bien sûr, jamais la CGT n'a appelé à construire la grève générale et les fédérations syndicales qui ont appelé à la grève reconductible, Energie, chimie, Ports et Docks, Verre et Céramique l'ont fait contre la confédération CGT (dirigée à ce moment par Martinez) mais n'ont pas non plus mené elles-mêmes une politique active de construction de la grève générale - même si elles n'en étaient pas loin - espérant que le mouvement vienne de lui même en dehors de leurs secteurs respectifs plus qu'en essayant de le construire volontairement.

Mais, au delà de ces inexactitudes, ce qui est important dans la déclaration de Sophie Binet, c'est qu'en tentant de récupérer la dynamique de grève générale, elle rompt avec des décennies de tradition syndicale pour qui le débouché politique du mouvement social se trouve dans les élections politiques. Dans sa tribune, après avoir dit que Macron ne pourra pas gouverner comme ça pendant 4 ans, elle suggère que la solution doit venir principalement du mouvement social, bref que le mouvement social général, la grève générale est son propre débouché politique, qu'elle seule peut renverser Macron et que ce doit être ça l'objectif. Bien sûr, elle ne le dit absolument comme ça. On peut même comprendre le contraire ou en tous cas tout autrement sa tribune puisqu'elle y dit aussi que la fragilité parlementaire de Macron peut faciliter l'action législative positive de l'opposition sur tout un tas de sujets et pousse en ce sens. Mais ce qui est important, c'est qu'elle ouvre une porte qui n'avait pas été ouverte depuis longtemps dans la CGT, et que les militants qui le veulent - notamment les nouveaux arrivés - peuvent s'en emparer, s'emparer de l'optimisme et la combativité qu'elle diffuse dans son texte. Et tout cela, est encore une illustration de la pression sociale qui continue à monter.

Un autres signal encore, c'est la campagne de presse de ces derniers jours contre l'absentéisme au travail. En douze ans, le nombre de jours d'absence par salarié et par an a connu une hausse spectaculaire de 75 %. En 2011, un salarié était absent en moyenne quatorze jours par an. Aujourd'hui, les chiffres ont grimpé à 25 jours d'absence par an et par salarié. Même sur six ans, le bond est important avec 36 % d'augmentation. Pour la population active française d'environ 22 millions de salariés en CDI, cela représenterait en moyenne plus de 1,5 million de travailleurs absents toute l'année. C'est clair, beaucoup de travailleurs et en particulier les jeunes, ne veulent plus se faire exploiter avec des payes minables et des conditions de travail déplorables. Cela rejoint la grande démission d'après covid et ressemble furieusement aux années 1960 qui connaissaient le même phénomène, accompagnant la multitude de grèves et crises de 1963 à 1967 avant la grande explosion de 1968.

Dans ce contexte général, aucune défaite n'est stérile. C'est dans la défaite passagère, lorsqu'elle s'inscrit dans un mouvement plus général, que l'on tire leçon de ses erreurs, que la révolution prend conscience d'elle même, que les révolutionnaires s'éduquent. Tant qu'une erreur n'a pas encore conduit à la défaite, elle n'apparaît pas encore au grand nombre comme une erreur.

L'erreur a été d'espérer - ne serait-ce qu'un peu - qu'en poussant l'intersyndicale, celle-ci et sa tactique traditionnelle de journées saute-moutons, pouvaient mener à la victoire. Bien sûr, beaucoup n'y croyaient pas tant que ça, mais suffisamment quand même pour l'essayer ou la laisser essayer au grand nombre qui s'engageait pour la première fois dans l'action sociale.

Il faut dire que la conjonction des événements a facilité cette pente. Le mouvement a commencé à l'initiative de l'intersyndicale ce qui est bon pour amener du monde afin de protester, dire son indignation en nombre mais dont la grande majorité sait très bien que cette tactique ne mène jamais à une victoire. Mais cette fois, la colère était tellement grande et il y avait tellement de monde, que les journées ont perduré et que certaines fédérations syndicales plus combatives se sont dit le 7 mars que c'était l'occasion de se lancer dans la grève en même temps que l'autoritarisme violent et anti-démocratique de Macron élargissait la colère d'abord économique, au terrain politique et avec elle, à la jeunesse. Bref, on a glissé peu à peu des traditionnelles journées d'action saute-moutons inefficaces à autre chose sans pour autant que cet « autre chose » ne conteste jamais la direction nationale de l'intersyndicale par des tentatives d'auto-organisation à ce niveau. Avec les directions syndicales, c'était le grand nombre qui dictait sa loi et avec lui l'illusion que bloquer économiquement le pays pouvait suffire à gagner. Or, ce qui est valable dans une grève contre son propre patron, ne l'est plus quand cette grève prend une dimension nationale. La bourgeoisie est prête à perdre des milliards et des

milliards dans ces cas là plutôt que de céder, parce qu'il ne s'agit plus là de perte d'argent mais de savoir qui garde l'autorité, qui dirige, qui a le pouvoir. **Les grèves générales sont automatiquement des grèves politiques. Croire qu'elle peuvent rester économiques est une grave illusion. La bourgeoisie à cédé en 1968 pas à cause du blocage économique mais quand le mouvement a commencé à exiger le départ de De Gaulle.** De même, elle a cédé en 1936 quand la grève a pris un tour révolutionnaire politique, c'est-à-dire dans les deux cas, qui dirige et pour quel monde .

Dans la lignée des mouvements sociaux quasi ininterrompus depuis 2016, la leçon que beaucoup ont tiré de lutte contre la réforme des retraites est qu'il faudra hausser le ton la prochaine fois, et tout reprendre. Nous pouvons contribuer à ce que dégager Macron et son monde, c'est-à-dire tout reprendre, qui est déjà dans beaucoup de pancartes et slogans, devienne l'objectif principal. Là, ils céderont tout de suite parce qu'ils auront peur de tout perdre.

Jacques Chastaing, 18 juin 2023